



Nouvelles de l'IDE n°39 Janvier 2019

EDITORIAL

L'année 2018 a été mouvementée pour l'Institut international des droits de l'enfant (IDE) car une transition importante a été amorcée. En effet, l'IDE a décidé de recentrer sa stratégie autour de ses domaines prioritaires, en clair la formation au niveau académique, tout en développant de nouvelles perspectives que vous pourrez découvrir tout au long de 2019.

Trente ans après la création de la Convention des droits de l'enfant, l'expertise de niveau académique acquise par l'IDE et son réseau international d'experts restent une plus-value unique en Suisse dans le domaine des droits de l'enfant. Les conditions dans lesquelles l'IDE a vu le jour ont toutefois évolué, tant au niveau contextuel qu'au niveau du contenu proposé. Ces conditions contraignent l'organisation à recentrer ses activités en 2019 et, malheureusement, à réduire une partie de ses effectifs.

Le recentrage des activités n'aura pas d'impact sur les programmes clé de l'IDE. Les CAS en justice juvénile en Amérique latine et en protection et droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest sont maintenus, tout comme le support pédagogique aux écoles suisses et l'organisation des 30 ans de la Convention des droits de l'enfant en Valais et en Suisse.

De nouvelles opportunités se dégageront dès 2019, dans le domaine de la recherche-action, dans l'élaboration d'outils et de méthodologies en droits de l'enfant et dans la formation en justice juvénile. Ceci, grâce au partenariat entretenu avec l'Université de Genève – le Centre interfacultaire en droits de l'enfant, et à celui conclu récemment avec la fondation Terre des hommes - Aide à l'enfance (Lausanne). Une évolution qui s'inscrit dans la continuité.

Bien que la réduction d'une partie de ses effectifs soit douloureuse pour l'équipe de l'IDE et pour la cause des droits de l'enfant, l'IDE est convaincu que la stratégie adoptée correspond non seulement au besoin croissant de recherches et de réflexion pointue en droits de l'enfant, mais garantit également le maintien et le développement des activités de l'IDE.

A vous tous, chers amis des droits l'enfant, je souhaite une bonne année 2019.

Paola Riva Gapany

Cette édition des *Nouvelles de l'IDE*, qui sera également la dernière de la série, rend compte du travail réalisé durant la période s'étalant de juin 2018 à janvier 2019, selon les axes suivants :

-  sensibilisation
-  formation de professionnels
-  réseau

Nous vous remercions pour votre fidélité tout au long de ces années et vous souhaitons bonne lecture !

SENSIBILISATION

JOURNÉE DES DROITS DE L'ENFANT



Les **Rencontres sur la participation de l'enfant** ont réuni des professionnels et des jeunes à Genève les 13 et 14 novembre, afin de mettre à jour des outils et des exemples théoriques et pratiques pour une participation effective dans divers domaines. Une attention spéciale a été portée aux enfants en situations de vulnérabilité (handicap, migration, petite enfance). Dialoguer et communiquer avec les jeunes pour « créer du lien et de la confiance », tel que l'a évoqué le délégué à la jeunesse valaisanne Cédric Bonnébault, est sans nul doute le premier pas vers la participation. Dans cette optique, il est nécessaire de mettre en place des organismes tels que des conseils de jeunes et d'organiser des rencontres avec les politiques dans le cadre de processus consultatifs afin que les attentes et les besoins des enfants puissent être compris au mieux, pour des actions dans leur intérêt supérieur. Dessins, groupes de discussion,

votes, en passant par des entretiens et des questionnaires, les outils de participation sont multiples et peuvent s'adapter aux enfants de tous âges.



L'Irlande, pays exemple en matière de participation des enfants, dispose de 34 conseils locaux de jeunes ainsi que d'un parlement national de la jeunesse. Des consultations nationales avec des enfants et des forums de jeunes sont aussi régulièrement organisés dans le cadre de prises de décisions politiques. Ce droit bute tout de même contre l'adultisme, les contraintes de temps et la représentativité des groupes de jeunes consultés. Cependant, les bénéfices de la participation des enfants sont conséquents. Ces méthodes participatives aident à ancrer les politiques et les processus décisionnels dans la réalité vécue par les enfants tout en favorisant la citoyenneté et l'inclusion active des jeunes.



MATERIEL PEDAGOGIQUE

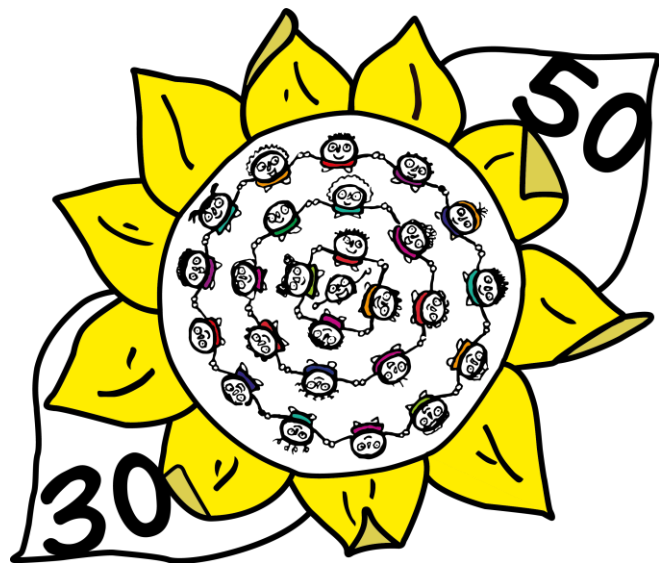
Le **matériel pédagogique** proposé par l'IDE pour travailler en classe à l'occasion du 20 novembre a porté cette année sur le lien entre droits de l'enfant et changements climatiques. Lors de son lancement, il a bénéficié d'un bon écho médiatique, principalement du côté alémanique de la Suisse.

Les menaces environnementales pèsent de façon disproportionnée sur les enfants en raison de leur vulnérabilité physique et sociale. De même, ce sont eux qui devront vivre avec les conséquences des changements climatiques qui vont en augmentant. Dotés d'une plus grande capacité d'adaptation aux changements, avec une liberté de pensée non entravée par des idées établies et des schémas de pensée fermés, ils ont toutefois la possibilité d'aller plus facilement vers l'inconnu et d'oser des solutions innovantes.

Les droits de l'enfant leur octroient des outils pour participer à la recherche des solutions que nos sociétés cherchent à apporter à cette problématique. Les activités proposées de façon adaptée à chaque cycle de la scolarité obligatoire dans ces fiches font connaître ces outils par la mise en pratique. La première activité de tous les cycles (facultative) met en évidence l'effet de serre ; l'activité 2, l'adaptation face à la canicule et les droits de l'enfant affectés ; l'activité 3, l'atténuation par des éco-gestes quotidiens et les droits de l'enfant participatifs et l'activité 4, la mise en pratique des droits de l'enfant à travers un projet d'éducation au développement durable.

L'ensemble du matériel est disponible au téléchargement gratuit sur [le site internet de l'IDE](#).

CARAVANE 30-50



Constatant que 2019 serait à la fois l'année des 50 ans de l'Office éducatif itinérant valaisan et des 30 ans de la Convention des droits de l'enfant de l'ONU, l'IDE et le canton du Valais se sont unis dans un projet de « caravane-anniversaire ». Lancée par une conférence de presse le 20 novembre 2018, cette dernière remontera le Rhône symboliquement, une année durant, avec six étapes-clé à Monthey (**Castalie**), Martigny (**Boutique-Hôtel** de la **FOVAHM** et **Ville**), Sion (**Radiobus**), Savièse (**Ecoles**), Naters (**World Nature Forum**) et un événement final toute public à Sière (**HES-SO**) le 20 novembre 2019. Dans chacun de ces lieux, divers événements faisant la part belle à la participation prendront place avec pour objectifs de mettre en lumière ce qui a été réalisé en 50 ans en Valais dans le domaine de l'intégration des enfants en situation de handicap, de sonder les besoins actuels des professionnels, des parents et des enfants concernés et de générer un engagement en faveur de **tous les** enfants vulnérables, à **tous les** âges.

Le délégué à la jeunesse du canton est associé au projet. La caravane vise en effet aussi à susciter l'émergence d'actions futures, telles que des projets portés par les jeunes pouvant être soumis à la Commission cantonale de la jeunesse.

La première halte de la caravane aura lieu l'après-midi du 6 février, à la Castalie. La participation active de

tous les jeunes, avec et sans handicap, y sera au coeur des discussions. En toute logique, ils et elles s'exprimeront donc, sur les thèmes « Vivre ensemble » et « Quels sont mes droits ? ». Leurs productions, qui prendront des formes diverses, du dessin au film en passant par la peinture ou encore la cuisine seront valorisées à l'intention d'un parterre de parents et professionnels conviés pour l'occasion. Les directions des institutions et associations spécialisées, le groupement des pédiatres, l'association des directions des écoles primaires, l'association des communes valaisannes et l'association des structures de la petite enfance sont invitées à cet événement.



Suivez la caravane sur www.caravane30-50.ch (site internet en construction)

Sur facebook: [@caravanniversaire](https://www.facebook.com/caravane30-50)

COLLOQUE DE MAI

Le colloque annuel organisé au printemps par le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève, avec la participation de l'IDE, se tiendra les 2 et 3 mai 2019 sur le thème : « Entre religions et éducation, quelle est l'autonomie de l'enfant ? ». Réservez la date !

UNIVERSITE D'ETE



Et pour profiter de l'été d'une manière constructive, ne manquez pas de vous inscrire à l'**Université d'été autour des droits de l'enfant** qui se déroulera du 17 au 28 juin 2019 dans le cadre des **Geneva Summer Schools** et avec pour titre *Children at the Heart of Human Rights* (Les enfants au coeur des droits humains).

FORMATIONS

FORMATIONS ACADEMIQUES A L'ETRANGER

AFRIQUE DE L'OUEST

Le premier module du **Certificat de formation continue en protection et droits de l'enfant** pour les professionnels de tous horizons travaillant avec et pour les enfants en Afrique de l'Ouest a eu lieu du 10 au 14 décembre 2018 à Dakar/Sénégal avec 20 participants. Unique en son genre, cette formation est le fruit d'une collaboration entre l'Institut des droits de l'homme et de la paix de l'Université Cheikh Anta Diop à Dakar (UCAD), le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève et l'Institut international des droits de l'enfant.



Le programme d'études est divisé en quatre modules, trois présentiels (Dakar/Sénégal) et un à distance. Il s'articule autour de quatre pôles principaux : « Introduction aux droits de l'enfant », « Protection de l'enfance face aux réalités locales », « Méthodologie » et « L'enfant et les objectifs de développement durable (ODD) ».

FORMATIONS EN LIGNE

PANAMA/AMERIQUE LATINE

La seconde volée du **Certificat d'études avancées en justice juvénile via e-learning pour l'Amérique latine** a débuté le 1er octobre avec 24 étudiants, issus des pays suivants : Bolivie, Costa Rica, Suisse, Espagne, Pérou, Chili, Uruguay, Equateur, Brésil, République Dominicaine, Colombie, Argentine, Panama, Honduras et Paraguay. Destinée à des professionnels engagés dans des interventions liées aux droits des enfants en conflit avec la loi, victimes ou témoins : policiers, procureurs, juges, avocats, personnel des institutions et pénitentiaire, éducateurs, psychologues, médecins, criminologues, professionnels de la migration, chercheurs, ce CAS en espagnol est le fruit d'une collaboration entre l'IDE, le CIDE et Terre des hommes.

SOMALIE

« Through the Horn of Africa : Take Action for the Rights of the Child » : le MOOC d'introduction aux droits de l'enfant pour les professionnels travaillant dans la Corne de l'Afrique sera bientôt terminé ! Un

travail étroit avec des acteurs du terrain a permis à l'IDE de collaborer avec des partenaires locaux et des intervenants de la société civile de la région, afin de répondre au mieux aux besoins des futurs participants et de partager des bonnes pratiques. Des experts internationaux, comme des membres du Comité des droits de l'enfant, ont également participé au projet. Le teasing du MOOC sera bientôt disponible [sur notre site](#) !

FORMATIONS « SUR MESURE »

BULGARIE

En Bulgarie, le dernier module complémentaire demandé à l'IDE par le Ministère de la Justice dans le cadre du programme de renforcement du système de justice juvénile a eu lieu la semaine du 17 septembre à Stara Zagora, sur le thème de l'audition de l'enfant. Aline Sermet s'est rendue sur place en compagnie d'une inspectrice du canton de Vaud et d'une psychocriminologue du canton de Neuchâtel. La semaine suivante, Paola Riva Gapany s'est également rendue en Bulgarie pour la conférence finale de ce programme débuté en 2015.

COTE D'IVOIRE



Du 17 au 19 décembre, des acteurs des systèmes judiciaires officiels ET traditionnels de l'Afrique de l'Ouest se sont réunis pour une table ronde d'échange autour des pratiques de médiation pénale et civile en faveur des enfants. Des binômes provenant de la République de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali, de la Guinée Conakry, de Mauritanie, du Bénin et du Sénégal ont été invités à participer. Michel Lachat, ancien juge des mineurs, pionnier dans la mise en place de la médiation pénale pour mineurs dans le canton de Fribourg (Suisse) a apporté un éclairage extérieur au contexte ouest-africain. Cette table ronde était organisée par l'IDE avec le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire et la Fondation Terre des hommes - Aide à l'enfance (Tdh).

SENEGAL : FORMATEURS EN JUSTICE JUVENILE

Le 4^e et dernier module de la [Formation de formateurs en justice juvénile \(FFJJ3\)](#) organisée pour le Sénégal avec l'Ambassade de Suisse dans ce pays et le Centre de formation judiciaire de Dakar s'est déroulé en Suisse, à Sion et Genève, du 25 au 29 juin. De nombreuses visites et rencontres ont eu lieu avec

des experts de terrain : centre fermé pour adolescents, tribunal des mineurs, institution ouverte, brigade des mineurs, etc. Une formation qui devrait être reconduite dans le futur.



RESEAU

ADEM

Durant le second semestre 2018, l'Alliance pour les droits des enfants migrants (ADEM), qui unit l'IDE, la Fondation suisse du Service social international et la Fondation Terre des hommes - Aide à l'enfance a émis plusieurs prises de position. Le 12 octobre, elle a félicité la Confédération et les cantons pour l'[Agenda Intégration](#), dans le cadre de la procédure de consultation à laquelle elle a pu participer. Le 28 novembre, l'ADEM a pris position en faveur de l'approbation par la Suisse du [Pacte mondial sur les migrations](#). Le 25 octobre, l'ADEM a fait part via un communiqué aux médias de ses [préoccupations quant à la prise en charge](#) des jeunes migrants. Le communiqué a donné lieu à plusieurs articles ([watson.ch](#), [luzernerzeitung](#), [asile.ch](#)). A l'occasion de la Journée mondiale de la santé mentale du 10 octobre, l'ADEM a en outre rappelé la situation de vulnérabilité psychologique dans laquelle se trouvent les enfants migrants. Elle s'est également affichée dans le cadre de la campagne [« contre l'initiative anti-droits humains »](#).

Le colloque annuel de l'ADEM a pour sa part réuni quelque 150 personnes le 28 novembre à Berne, sur le thème : [« L'intégration des enfants et des jeunes migrants : quels enjeux pour les professionnels ? »](#). En rassemblant les experts du domaine, tout en laissant la place à des témoignages, ce colloque avait pour objectif de clarifier le rôle des professionnels dans le processus d'intégration (angles juridique, social, scolaire, professionnel et participatif) et a débouché sur [sept résolutions](#) - élaborées avec le concours de jeunes migrants - pour guider les pratiques. Egalité des chances, enseignement de base, formation, accès aux loisirs, accompagnement vers l'âge adulte, sécurité juridique et participation sont les droits des enfants migrants qui se sont ainsi vus réaffirmés et précisés.

Plus d'informations sur l'Alliance pour les droits des enfants migrants : [www.enfants.migrants.ch](#) Vous trouverez aussi sur ce site des outils pratiques tels que le [Manuel de prise en charge des MNA](#), la [Cartographie des structures cantonales de prise](#)

en charge des MNA ou le [Catalogue de bonnes pratiques](#) réalisés par le Service social international.

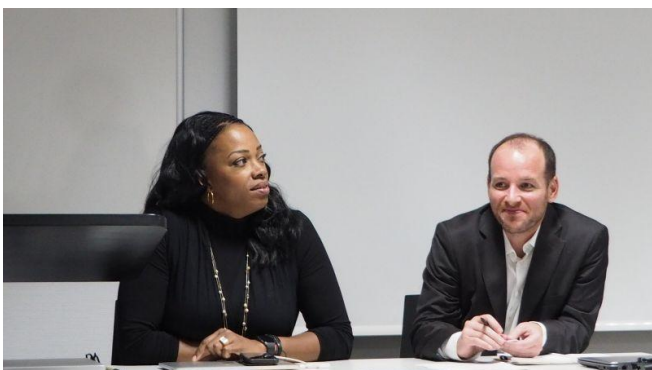
RSDE

Le [Réseau suisse des droits de l'enfant](#) s'est prononcé le 19 décembre sur le [paquet de mesures décidées par la Suisse pour mettre en œuvre les recommandations du Comité des droits de l'enfant de l'ONU \(CDE\)](#), dévoilé par la Confédération le même jour. L'engagement de la Confédération a été salué, mais qualifié de trop [timide et sélectif](#). Comme ces dernières années, un [bilan 2018](#) de la mise en œuvre des recommandations a également été publié à l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant.

Le réseau a également continué de s'atteler à une de ses tâches principales, à savoir l'élaboration du rapport des ONGs à l'intention du CDE. A cet effet, un groupe de travail s'est réuni à deux reprises en 2018. Les membres ont été consultés autour d'un projet de liste des sujets de préoccupation urgents, qui permettra au RSDE de contribuer à la « List of Issues Prior to Reporting » qui sera élaborée par le CDE, selon la nouvelle procédure simplifiée de présentation des rapports.

En parallèle, un groupe s'est constitué pour préparer le rapport des enfants et des jeunes, une première en Suisse!

FONDS VEILLARD CYBULSKI



Le [Forum 2018](#) de l'[Association Fonds Veillard-Cybulski](#) intitulé : « [Sexy, mon selfie! Flirt avec la norme et les limites de la vie privée : attention danger...](#) » a réuni quelque 80 personnes le 6 novembre à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne. Il y était question de la transposition d'étapes normales du développement de l'enfant dans un monde digital ne connaissant pas de frontières et des mesures de prévention nécessaires dans ce contexte pour protéger ceux dont les notions d'esprit critique et de danger ne sont pas encore bien mûries. En Suisse, le Conseil fédéral a d'ailleurs adopté en 2018 une nouvelle Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques allant dans ce sens.

D'autre part, le [Prix Veillard-Cybulski 2018](#) a été décerné ex-aequo à Laura Del Nostro et l'Association Lire Live à Lausanne pour le projet « Tourner les pages pour mieux tourner la page » d'une part, et à Susanna Borda Carulla pour la recherche « Protection

de l'enfance et régulation sociale en Colombie. Ethnologie des foyers communautaires à Bogota », d'autre part. [Plus d'informations](#).

Les candidatures pour le [Prix 2020](#) peuvent d'ores et déjà être envoyées à l'adresse veillard-cybulski@childsrighs.org.



L'équipe :

Paola Riva Gapany, Alexandra Prince, Zikreta Ukic, Johanna Leberre, Marc Zufferey, Elvira Fischer, Evelyne Monnay, Aline Sermet, Livia Bouvier, Clara Balestra, Michel Lachat, Andressa Curry-Messer, Samuel Morard, Célia Roh, Sule Uregen, Diana Volonakis, Nathalie Berger, William Charlton, Olga Lucia Poretti, Ana Miràs, Linda Rodriguez, Vanessa Vogel, Christian Ungersboeck, Manuela Salamin, Sandrine Diringbin Bassin